



Front de luttes d'avril 2011

A travers quelques luttes récentes, dans le privé comme dans le public, nous cherchons à montrer qu'un mouvement revendicatif pour l'augmentation du pouvoir d'achat et l'amélioration des conditions de travail prend de l'ampleur. L'URCF, dans ses tracts et interventions auprès des travailleurs, appelle à lier les luttes avec l'opposition à la guerre impérialiste que mène la France en Libye, en Afghanistan et en Côte d'Ivoire, en attendant une possible agression contre la Syrie, l'Iran... Quand des milliards d'euros sont dépensés pour piller d'autres pays, exploiter d'autres peuples, la situation s'aggrave pour les travailleurs de France.

Dans tous les combats, les communistes de l'URCF relieront concrètement la lutte quotidienne (contre les conséquences du capitalisme et de sa crise structurelle) à la lutte générale contre le capitalisme-impérialisme et démontreront patiemment que la révolution socialiste est la seule alternative populaire au capitalisme.

Luttes pour les salaires

La revendication centrale et unifiante soutenue par l'URCF est d'exiger le SMIC à 1600 euros nets, l'augmentation générale des salaires et des pensions de 300 euros nets mensuels. A chaque militant et travailleur de faire grandir cette double exigence dans sa section syndicale et dans sa confédération. La question des salaires est un des axes centraux des luttes dans lesquelles s'impliquent les militants de l'URCF. La revendication d'une augmentation de 300 euros pour tous, est popularisée par le mouvement ouvrier et repris par de nombreux ouvriers en lutte, en particulier dans le secteur privé.

Alors que les grands PDG s'octroient des salaires et des indemnités de départ inimaginables supérieurs à plusieurs millions d'euros, que les profits des entreprises qui le composent ont encore doublé en 2010, les salaires sont loin de rattraper les hausses du coût de la vie liées précisément à l'augmentation des profits et aux conséquences du passage à la monnaie unique. Les prix de l'énergie s'envolent, la privatisation d'EDF-GDF devant induire des hausses beaucoup plus élevées afin de rémunérer les actionnaires ; ceux des loyers, pour lesquels les familles consacrent souvent la moitié de leurs revenus, ont augmenté d'environ 4% par an alors que 5 Millions de personnes sont officiellement mal logés ou sans toit.

Un salarié sur six est payé au smic, tandis que de nombreux travailleurs jeunes, stagiaires, à temps partiel, vivent avec à peine 600 euros par mois. La baisse du pouvoir d'achat depuis 2000 est estimée à plus de 10%..

Bien entendu, la faiblesse des salaires entraîne une insuffisance des prestations sociales (salaires indirects), une baisse du pouvoir d'achat des retraités et des privés d'emploi, toujours plus nombreux.

Les travailleurs doivent unifier les luttes pour augmenter la part des salaires dans la richesse qu'ils créent.

*L'URCF revendique le smic à 1600 euros net, l'augmentation de 300 euros pour tous, tout en liant la lutte pour les revendications immédiates, indispensable et incontournable, à la dénonciation générale des fondements du capitalisme. **Sous le socialisme, la plus-value produite servira directement à satisfaire les besoins sociaux (y compris par la hausse des rémunérations) et à développer l'économie planifiée démocratiquement au service des travailleurs.***

BTP Eiffage (construction).

Les ouvriers du chantier du grand stade de Lille sont en grève le jeudi 31 mars, rejoignant les chantiers de la région parisienne du groupe de BTP Eiffage, à l'arrêt depuis trois jours pour des augmentations de salaire.

"Pour la région parisienne, c'est le troisième jour de grève. Le chantier du grand stade lillois nous a rejoints aujourd'hui. Tous les chantiers sont arrêtés et demain tous les salariés se sont donné rendez-vous devant le siège d'Eiffage à Neuilly-sur-Marne" (Seine-Saint-Denis), a indiqué le délégué région parisienne à la CFDT.

Une vingtaine de chantiers sont à l'arrêt parmi eux, celui de Ladoumègue à Pantin, celui du prolongement de la ligne 12 du métro parisien, celui de la station d'épuration d'Achères (Yvelines), le tunnel de Champigny-sur-Marne ainsi que celui du grand stade lillois, ceux d'Eiffage TP méditerranée, Eiffage construction Isère et celui de la région de Dunkerque (Nord).

Un délégué CGT a indiqué que le chantier du stade tournait au ralenti depuis le début du mouvement mardi, mais était à l'arrêt depuis jeudi matin.

Une intersyndicale nationale (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC) a entamé mardi une grève illimitée.

Dans le cadre des négociations annuelles obligatoires, la direction patronale du groupe propose une augmentation de 1,7%, alors que les salariés revendiquent une augmentation de 85 euros mensuels.

La grève concerne près de 2.000 travailleurs.

Des discussions entre syndicats et direction patronale ont eu lieu jeudi, et doivent reprendre vendredi 1^{er} avril.

Le grand stade de Lille, de 50.283 places, doit être livré en 2012 et est pressenti pour accueillir des rencontres de l'Euro 2016 en France (football). Il est édifié depuis début 2010 à Villeneuve d'Ascq en proche banlieue de Lille.

06 avril : le chantier du grand stade de Lille est toujours perturbé par la grève des ouvriers.

La grève bloquait complètement le chantier.

Les salariés d'Eiffage TP et Eiffage construction, dont plus de 80% sont en grève, revendiquent 85 euros d'augmentation par mois, dans le cadre des négociations annuelles obligatoires. La direction patronale propose de son côté 1,7% d'augmentation, soit 17 euros pour un salaire de 1.000 euros.

"La direction ne veut pas entamer de négociations tant que les chantiers n'ont pas repris et tout spécialement celui du grand stade de Lille", un responsable CGT à la Fédération construction.

"C'est la première fois qu'une grève va aussi loin dans ce groupe qui fait de très gros bénéficiaires, mais ne donnent jamais rien aux salariés", a-t-il ajouté.

"La direction ne veut pas entamer de négociations, les salariés sont toujours en grève. Le chantier est complètement bloqué", a déclaré une responsable CGT de l'Union départementale du Nord, soulignant que d'autres chantiers du groupe Eiffage étaient "fermés", dans la région de Dunkerque (Nord).

La direction a engagé une procédure en référé afin d'obliger les salariés, qui avaient monté des piquets de grève, à dégager les portes sous peine d'astreinte.

12 avril : la grève prends fin après un accord de 2,5% d'augmentation salariale, mais le chantier du grand stade de Lille était toujours en lutte.

Tous les salariés grévistes des chantiers d'Ile-de-France ont repris le travail lundi après avoir obtenu 2,5% d'augmentation. Les salariés du groupe Eiffage revendiquaient 85 euros d'augmentation par mois.

Par contre, les salariés grévistes sont toujours devant le chantier du grand stade de Lille, mais ils ne bloquent plus.

En effet, Lundi, le tribunal des référés a ordonné de rouvrir le chantier sous peine d'une astreinte de 100 euros par jour. Les grévistes ont décidé dès le lendemain matin de laisser entrer les sous-traitants et les intérimaires.

Des négociations sont prévues à Lille entre les syndicats qui avaient appelé à une grève nationale (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC) et Eiffage Lille métropole et Eiffage TP.

15 avril : Au terme d'une nouvelle réunion de négociations, les salariés d'Eiffage construction, qui ont repris le travail mercredi 13 avril, ont obtenu une augmentation générale de 2%, ainsi que des revalorisations de primes et d'indemnité de déplacement.

Les salariés d'Eiffage Travaux publics ont signé ce vendredi 15 un constat de fin de conflit, en obtenant 30 euros d'augmentation minimum pour les salaires inférieurs à 1.765 euros, et 1,7% d'augmentation au-delà de ce seuil. Est par ailleurs prévue la réouverture des NAO (négociations annuelles obligatoires) en septembre 2011.

Toyota d'Onnaing (Métallurgie, Nord).

Plusieurs centaines de salariés de l'usine Toyota d'Onnaing (Nord) ont voté une grève jeudi 31 mars pour revendiquer une prime de 800 euros. La direction a déjà réagi en invoquant son "incompréhension" du choix de cette période de difficultés pour le Japon. !

50% des ouvriers de production étaient en grève jeudi après-midi, perturbant la production, après une assemblée générale qui a rassemblé les équipes du matin et de l'après-midi devant les grilles de l'usine.

Les salariés de l'équipementier automobile Toyota Boshoku à Somain (Nord), filiale du groupe Toyota, ont obtenu une prime de 800 euros au titre du lancement à venir du nouveau modèle Yaris. Les ouvriers de l'équipementier s'étaient mis en grève mardi et mercredi.

"On veut la même chose", a déclaré le responsable de la CGT métallurgie pour le Nord/Pas-de-Calais.

L'usine Toyota d'Onnaing, qui produit habituellement près de 800 voitures citadines Yaris par jour, emploie environ 3.100 salariés.

Le patron japonais du site, Makoto Sano, a adressé un message au personnel dans lequel il a indiqué que les négociations sur les salaires s'étaient conclues en décembre pour 2011 et qu'il n'était pas envisageable de les rouvrir trois mois après...

04 avril : plusieurs centaines d'ouvriers de l'usine Toyota d'Onnaing ont décidé de poursuivre leur grève entamée jeudi, réclamant désormais un 13e mois en plus d'une prime exceptionnelle.

A cause de la grève, la production est divisée par 2,5.

Environ 500 ouvriers se sont rassemblés lundi matin devant les grilles de l'entreprise, avant d'aller manifester sur la zone industrielle environnante et d'envahir brièvement les locaux d'un sous-traitant automobile voisin.

"La grève continue et elle est faite pour durer. Nous sommes plus que jamais déterminés, et nous réclamons désormais l'obtention d'un 13e mois, comme cela existe dans toutes les autres entreprises du secteur automobile", a déclaré un responsable CGT .

"Nous avons également décidé que le montant de la prime que nous réclamons, qui était à l'origine de 800 euros, augmenterait de 100 euros par jour. Nous demandons donc 900 euros aujourd'hui, puis 1.000 demain et ainsi de suite", a-t-il ajouté.

"Je trouve l'argument sur la catastrophe au Japon scandaleux", a réagi lundi le responsable CGT. "La direction veut nous donner des leçons de compassion, alors qu'elle n'a donné qu'à peine 2 millions d'euros pour venir en aide aux Japonais, ce qui au vu de leurs bénéfices ne représente quasiment rien pour eux", a-t-il dénoncé.

14 avril : les ouvriers de l'usine Toyota d'Onnaing (Nord) vont arrêter lundi 18 leur mouvement de grève entamé il y a deux semaines pour revendiquer un 13e mois et une prime, alors que le constructeur a annoncé des journées de chômage partiel.

Le constructeur a annoncé mercredi la suspension de sa production dans cinq usines européennes pour huit journées, fin avril et début mai, à cause d'un manque de pièces détachées venant du Japon après le séisme du 11 mars.

Les salariés du site, dont certains étaient toujours en grève jeudi, vont suspendre la grève face aux mesures de chômage partiel qui ont été annoncées par la direction et reprendre le chemin des ateliers.

Les salariés de l'usine, qui réclament 1.600 euros de prime pour le lancement de la nouvelle citadine du constructeur, un 13e mois et le paiement des jours de grève, n'excluent cependant pas de reprendre la grève quand l'usine sera rouverte, si la direction ne cède pas à leurs revendications.

L'URCF renouvelle l'exigence qui doit être celle de tous les travailleurs, d'intégration complète des primes dans le salaire.

Rappelons aussi que le chômage partiel (ou chômage technique) est une arme très profitable au capital pour baisser les salaires et adapter la production aux besoins du marché. Ainsi en abaissant au maximum les stocks, les entreprises améliorent le ratio de rentabilité financière de fin d'année pour mieux payer les actionnaires demain. Le chômage partiel n'a aucune raison d'exister au regard des profits que les entreprises engrangent hier, aujourd'hui ou demain.

Enfin le chômage partiel est financé avec les fonds publics des Assedic (assurance chômage), c'est-à-dire payé avec les cotisations prélevées sur tous les travailleurs : 170 milliards octroyés par les Assedic pour payer le chômage partiel en 2008. Cette escroquerie organisée par la bourgeoisie consiste à gagner en productivité, en flexibilisant l'outil de travail, en prenant parfois les congés, les RTT, les récupérations des salariés, en ayant recours au chômage partiel, pour que demain, l'outil de production tourne à plein régime, quitte à allonger le temps de travail du salariat pour créer plus de profits et remplir leurs coffres-forts. Les jours non travaillés doivent être payés intégralement par l'entreprise, ils créent cette situation, ils doivent payer !

Procter & Gamble (Amiens, chimie).

Une partie des salariés de Procter & Gamble (PG) à Amiens procèdent à des débrayages depuis le mercredi 06 avril, pour revendiquer une augmentation de 50 euros pour tous les salariés et contre "le mal-être au travail". Mécontents de l'issue des négociations salariales, le quart des équipes de nuit ont cessé le travail pendant deux heures, soit 48 salariés sur 200. Le mouvement se poursuit avec les équipes de jour.

Selon un délégué CFTC, l'intersyndicale - composée également de la CGT, FO et la CFTC - a appelé à faire grève "contre le mal-être au travail, les salaires qui sont bloqués et toujours plus de travail et de pression".

L'intersyndicale réclame "un talon de 50 euros pour tous les salariés", alors que la direction a octroyé, 35 euros brut, pour une première tranche des salaires et des augmentations variables selon les différentes catégories.

"Ce qu'on voulait, c'était une augmentation collective, on voulait 50 euros pour tout le monde," a déclaré la déléguée.

PG fabrique à Amiens les lessives et détergents Monsieur Propre, Dash, Vizir, Ariel et Gamma. Ce monopole de l'hygiène a vu son bénéfice progresser de 11% lors du 3ème trimestre de son exercice à 2,9 milliards de dollars. Son chiffre d'affaire a augmenté de 5% grâce notamment à des hausses sur les prix de vente.

EDF et GDF.

Le 6 avril, des grèves et manifestations des travailleurs et retraités d'EDF et GDF ont eu lieu pour défendre le tarif préférentiel sur l'électricité et le gaz. Ces avantages (exonération du paiement des taxes et de l'abonnement) obtenus par des luttes et suite aux nationalisations d'après guerre sont aujourd'hui menacés de suppression dans le contexte du passage au privé. Pour rémunérer les actionnaires, les factures grimpent et l'exploitation des agents augmente. De nombreuses tâches sont à présent effectuées par des sous-traitants et des filiales privées. Cette attaque contre les statuts doit rencontrer l'opposition résolue de tous les travailleurs et de leurs organisations.

Alstom Power Systems (Belfort).

Du 11 au 19 avril, des salariés d'Alstom Power Systems à Belfort bloquaient un convoi à destination de l'EPR de Flamanville, jusqu'à un jugement du TGI leur ordonnant de laisser le passage aux véhicules. Ils s'opposent à la suppression de 100 emplois dans le cadre d'un plan de restructuration qui prévoit d'en supprimer 4000 dans divers pays. Le résultat net (1,2 milliard) du groupe a augmenté de 10% entre 2009 et 2010. Le PDG Patrick Kron gagne en tant que tel 2,5 millions d'euros (chiffre de 2008). Il est aussi administrateur de Bouygues, qui détient un tiers des actions du groupe.

Carrefour (commerce, distribution).

Le samedi 9 avril, a eu lieu un mouvement de grève national massivement suivie pour les salaires dans les magasins Carrefour de France à l'appel des syndicats CGT, CFDT et FO. Les propositions de la direction étaient 1% d'augmentation en mars et 1% en octobre, assortie d'une remise de 10% (au lieu de 7%) sur les achats. Alors que la direction met en vente les magasins ED et projette la scission en trois entités, le pouvoir d'achat des travailleurs régresse. Suite à la grève, la direction a fait de nouvelles propositions qui, selon la CGT, permettront tout au plus de récupérer ce qui a été perdu.

Voir nos articles sur le sujet dans le numéro 104 d'Intervention Communiste.

ENS.

Des étudiants, enseignants et travailleurs de l'Ecole Normale Supérieure ont occupé cet établissement pour exiger la titularisation de travailleurs contractuels en grève. Ils ont manifesté devant le ministère de l'Enseignement supérieur pour y obtenir un nouveau rendez-vous de négociation, les propositions de la direction ne répondant pas à leurs revendications.

Mineurs retraités.

Le 20 avril a eu lieu une manifestation de mineurs retraités à Paris à l'appel de la CGT pour demander le maintien de leur régime spécifique de Sécurité Sociale menacé de suppression, et la revalorisation des retraites et pensions de reversion. Ils ont interpellé les parlementaires afin qu'ils se prononcent sur le maintien de leurs acquis, menacés eux aussi par le pouvoir capitaliste. Les pensions de reversions sont

inférieures de 17% à celles du régime général. Un alignement avait eu lieu en 2001 mais il ne s'appliquait pas aux mineurs licenciés avant 1987, soit 80% d'entre eux.

Barriquand (échangeurs thermiques, Roanne).

Les travailleurs de l'usine Barriquand (échangeurs thermiques) de Roanne ont obtenu, après deux semaines de grève suivie par près de 90% des travailleurs, 45 à 50 euros d'augmentation (ils revendiquaient 100 euros) et une prime de transport.

Luttes pour l'emploi et les conditions de travail

Le mot d'ordre URCF immédiat de nationalisation sans indemnités des monopoles et entreprises casseurs d'emploi doit devenir le bien commun du mouvement populaire; mot d'ordre qui nécessitera des luttes de classes de grande ampleur qui poseront la question du bris de l'Etat bourgeois. L'urgence du moment est de sauver nos emplois par la lutte. Autour de chaque usine, entreprise, service public fermés, formons des comités populaires de luttes locaux avec tous ceux qui pâtiront de la perte d'activité, forgeons les solidarités de classe décisives qui créeront un rapport de force supérieur obligeant le capital à céder sur nos revendications.

- ***Plan national de luttes contre le chômage.***
- ***Interdiction des licenciements.***
- ***Suppression des CDD par la généralisation des emplois en CDI.***
- ***Les revenus des privés d'emplois (« chômeurs ») devront être revalorisés, avant l'interdiction des licenciements, il est nécessaire que les indemnités en cas de licenciements se montent à 90 % du salaire.***
- ***Nationalisation sans indemnités des entreprises casseuses d'emploi avec contrôle ouvrier et création de vastes pôles de services publics (banques et crédit, logement, santé, Energie, transport, agro-alimentaire, Education,-Recherche-Culture-Communication-Poste).***

Education (Ecoles).

Des journées de grève et des rassemblements locaux ont lieu dans les écoles dans la première quinzaine d'avril dans une quarantaine de départements, pour lutter contre les suppressions de postes à la prochaine rentrée.

Dans un communiqué, le premier syndicat enseignant (SNUipp-FSU) a recensé des actions prévues du 1er au 15 avril, des journées de grève dans une quinzaine de départements : grève dans les Alpes-de-Haute-Provence, le Doubs, les Pyrénées Atlantiques le 4 avril, préavis de grève du 8 au 15 avril dans le Cher, le 1er avril en Moselle, etc.

Des rassemblements, souvent devant l'inspection d'académie, parfois avec les fédérations de parents d'élèves, sont aussi annoncés dans l'Aude, les Bouches-du-Rhône, la Loire, la Haute-Savoie, etc.

Au total des actions ont lieu dans 41 départements, en général "au moment où vont se tenir les réunions des instances paritaires départementales où sont statuées les ouvertures et fermetures de postes, traductions concrètes des 16.000 suppressions de postes prévues au niveau national à la rentrée.

Le syndicat fait aussi le point, dans 12 départements, sur la nature des postes qui vont être supprimés, selon les informations obtenues auprès des inspections académiques: postes de remplaçants, postes de "Rased" (spécialistes de la grande difficulté scolaire), postes en surnombre en éducation prioritaire, voire fermeture de classes ou "fusions d'école".

A Paris, académie qui comptera 600 élèves supplémentaires, 77 postes vont être supprimés, dont notamment 33 de remplaçants et 27 de Rased.

Dans la Somme, où il y aura 400 élèves de moins, 58 classes vont être fermées, 12 ouvertes, et 9 écoles vont fusionner. En Haute-Garonne (plus de 1.000 élèves supplémentaires), 43 classes vont être fermées, 31 ouvertes, quatre postes "animateurs informatiques" vont disparaître (soit 25% des postes existants), entre autres.

Parents, instituteurs et élus du Val-de-Marne, ont manifesté à Créteil contre "la saignée" dans les écoles primaires de ce département, qui appartient à l'une des trois plus grosses académies du pays.

Ils étaient environ 300 à manifester devant l'Inspection d'académie et prévoient de se rendre au ministère de l'Education dans l'après-midi, au lendemain de l'appel du principal syndicat du primaire (SNUipp-FSU) à manifester du 1er au 15 avril. Dans le seul département du Val-de-Marne, 98 classes de primaire doivent être fermées. "C'est une saignée sans précédent dans un département qui voit la paupérisation de la population s'amplifier", a déclaré une adhérente du SNUipp-FSU.

Voir notre article sur le sujet dans le numéro 104 d'Intervention Communiste.

TFN Propreté Ile-de-France (aéroport d'Orly-Ouest).

Les agents de nettoyage de l'aérogare d'Orly-Ouest sont en grève depuis le 29 mars contre une modification de l'attribution d'une prime.

Dans la zone publique du terminal, des morceaux de papier journal jonchent le sol, du café est renversé, des poubelles sont pleines à ras bord et d'autres éventrées. Dans les toilettes, les porte-serviettes sont vides.

Un message audio d'Aéroports de Paris (ADP), gestionnaire de l'aéroport, est diffusé pour prier les voyageurs de l'excuser « de la gêne occasionnée par le mouvement social ».

Les 120 employés de la société TFN (Technique française de nettoyage) Propreté Ile-de-France, filiale du groupe Atalian, sont quasiment tous en grève depuis mardi 29 mars après-midi à l'appel des syndicats CGT, CFDT et CFTC. Ils ont refusé de signer un nouveau protocole d'accord modifiant les modalités d'attribution d'une prime annuelle. Cette prime de 914 euros brut, auparavant qualifiée "d'intéressement", serait désormais versée en fonction d'objectifs précis à remplir. "On nous demande de faire le même travail avec moins de personnel. L'an passé, nous étions 150, aujourd'hui 120", explique une déléguée du personnel CFTC.

02 avril : les agents d'entretien d'Orly-ouest poursuivent leur mouvement de grève mais l'aérogare a été partiellement nettoyée durant la nuit.

Des employés jaunes de TFN, "extérieurs au site d'Orly", auraient effectué deux opérations de nettoyage vendredi soir et durant la nuit.

Du point de vue ouvrier, l'octroi de primes ou de « parts d'intéressement » ne peut satisfaire la revendication de hausse des salaires : l'individualisation de la rémunération est un piège pour les travailleurs, car elle aboutit à la mise en concurrence entre salariés et paralyse les luttes menées contre l'exploitation patronale. Les salariés doivent refuser l'individualisation des salaires qui soumet celui qui travaille aux résultats supposés de l'entreprise et aux profits des propriétaires capitalistes ! L'URCF avance le mot d'ordre de classe d'intégration de toutes les primes dans le salaire.

La lutte continue.

Cray-Valley (groupe Total, chimie)

Une soixantaine des salariés de l'entreprise Cray-Valley (groupe Total), spécialisée dans la production de résines et qui fait l'objet d'une importante réorganisation, ont brièvement occupé vendredi 1^{er} avril le hall d'une des tours Total à la Défense.

Les manifestants, mobilisés à l'appel de la CGT, la CFTC et FO, souhaitent "se faire entendre de la direction du groupe", alors que les négociations sur la réorganisation sont en cours.

Arrivés avec pétards et trompettes, ils ont ensuite quitté les lieux sans recours à la force.

Total réorganise son activité de résines en cédant une partie des 596 salariés de Cray-Valley à Arkema (337 salariés) et en créant deux nouvelles sociétés: HSC (22 salariés) et Composites polymères France (237 salariés).

Les ouvriers venus en bus de l'Oise revendiquent des garanties sur l'emploi et une prime de cession pour tous de quelque 10.000 euros, soit "1% du prix de la vente à Arkema" (550 millions d'euros).

"Cela s'est déjà fait chez Total de verser ce type de prime lors de précédentes cessions et nous estimons avoir fait beaucoup d'efforts ces deux dernières années pour maintenir la rentabilité de l'entreprise", explique un militant CGT.

Une grève perturbe également vendredi l'activité du site de Villers-Saint-Paul (Oise).

Sealynx (sous-traitant automobile, Eure).

Les ouvriers de l'usine de joints d'étanchéité pour l'automobile Sealynx à Charleval (Eure) bloque depuis lundi 04 avril le site, craignant une vague de licenciements.

Les responsables syndicaux ont discuté dans la matinée du mercredi 06 avril sur le site avec des émissaires de Renault et de PSA, les principaux clients de Sealynx, en exigeant d'eux qu'ils augmentent le niveau de leurs commandes et financent des indemnités supra-légales pour les salariés qui devront partir. "Il y a eu des avancées mais pas suffisantes pour les salariés qui ont voté la poursuite de la grève", a affirmé un délégué CGT.

Ce mouvement, qui est soutenu par la CGT, la CFE/CGC, la CFTC et le syndicat autonome, fait suite au dépôt le 24 mars de cinq offres de reprise pour ce site en redressement judiciaire. Déposées par des groupes du secteur automobile, dont les noms n'ont pas été révélés par la direction, elles prévoient le maintien de seulement 200 à 420 salariés, selon les cas, sur un total de 720.

Le tribunal de commerce de Nanterre qui a placé Sealynx en redressement judiciaire le 7 décembre dernier doit se prononcer courant avril/mai sur le contenu de ces offres.

Selon les syndicats, les difficultés de Sealynx viennent de promesses non-tenues par Renault et PSA qui s'étaient engagés en 2007, au moment de la reprise de Sealynx par ses cadres, à augmenter leurs commandes. Le chiffre d'affaires qui s'est élevé à 108 millions d'euros en 2007 est tombé à environ 55 millions en 2010.

08 avril : les syndicats et les administrateurs de l'usine de joints pour l'automobile Sealynx ont signé un protocole de fin de conflit après cinq jours de grève et de blocage.

Cet accord fait suite à des discussions avec Renault et PSA, les principaux clients de l'usine, qui ont accepté d'augmenter leur niveau de commandes. "Ils nous garantissent un volume de 50 millions d'euros par an de chiffre d'affaires jusqu'en 2015 alors que ce volume devait tomber à 29 millions en 2013", a indiqué un délégué CGT.

Le travail doit reprendre lundi matin sur le site, mais les grévistes ont accepté le départ, dès ce week-end, des premières expéditions de joints vers les usines de montage d'automobiles des constructeurs. "C'est un geste que nous faisons parce que nous avons retrouvé la confiance", a indiqué le délégué CGT...la confiance avec des capitalistes ?...

Plastitube (Groupe Soupletube, Bayonne).

Les travailleurs de Plastitube, dépendant du Groupe Soupletube à Bayonne ont commencé une grève bloquante illimitée depuis le 29 avril contre la délocalisation d'une partie de la production en Belgique. La direction veut supprimer 47 emplois sur 127 au moyen d'un "Plan de Sauvegarde de l'Emploi" (sic). La lutte s'est durcie quand la direction a tenté de procéder à un premier transfert de matière première vers une autre usine du groupe. Alors que l'entreprise a reçu des subventions publiques, notamment du Conseil Régional d'Aquitaine, le patronat préfère produire là où le prix d'achat de la force de travail est le moins élevé, tout en augmentant le taux d'exploitation sur le site de Bayonne, du moins tant que l'activité y est maintenue. Pas un emploi ne doit être supprimé parce que les capitalistes ont décidé d'ouvrir une usine ailleurs. Face au patronat, les travailleurs des différents sites doivent lutter ensemble et rejeter toute concurrence. Face à la globalisation capitaliste, les travailleurs doivent opposer la solidarité internationaliste.

Voies Navigables de France.

Les agents des "Voies Navigables de France" ont fait grève contre la transformation de leur service en EPIC (Etablissement Public à caractère industriel et Commercial), comme c'était arrivé à la Poste avant qu'elle devienne en définitive une Société Anonyme. Le trafic fluvial a ainsi été fortement perturbé. Le gouvernement fait mine de tempérer ses positions, promettant d'étaler le processus dans le temps. Il n'y a cependant rien à négocier; le projet doit être retiré et les VNF doivent rester un service public. La privatisation signifie la primauté du critère de la rentabilité immédiate, la liquidation du service public, la précarisation et la dégradation des conditions de travail, comme vient de le confirmer un nouveau suicide à France Télécom.

Le tribunal des affaires de la Sécurité Sociale de Nîmes a d'ailleurs rendu un jugement établissant le lien entre le suicide d'une guichetière de la Poste en 2007 et ses conditions de travail. Le nombre de suicides et de tentatives depuis cette époque dépasse d'ailleurs la soixantaine.

Il est aisément compréhensible que l'absence de perspective de changement de société rend les travailleurs vulnérables face à la machine capitaliste impitoyable. La responsabilité historique de ceux qui ont liquidé le communisme scientifique et continuent de liquider le syndicalisme de lutte de classe est immense. Alors que la répression s'abat sur les délégués combatifs, il faut faire revivre la solidarité de classe, qui ne peut uniquement consister à ce que le syndicat prenne à sa charge les salaires des militants mis à pied. En premier lieu, la lutte, aux côtés des usagers, des travailleurs de toutes les entreprises, pour le retour au monopole public du service postal, pour l'embauche des précaires, contre les restructurations et les sanctions doit être permanente. Ce sont les travailleurs qui doivent rendre les conditions d'existence de leurs exploiters invivables. C'est ce système capitaliste condamné qu'il faut pousser jusqu'au trépas.

Société des Autoroutes Paris Normandie.

Autre société privée qui devrait relever du secteur public: la Société des Autoroutes Paris Normandie, où les travailleurs ont fait grève fin avril pour leurs salaires, en laissant passer gratuitement les automobilistes. Cette forme de lutte, très populaire, avait été pratiquée avec succès lors du conflit sur les retraites. Alors que les profits reversés aux actionnaires montent en flèche, les salaires suivent à peine l'inflation. La SAPN est une filiale de la SANEF dont sont actionnaires le groupe espagnol Abertis, AXA, la CDC, et dont le chiffre d'affaires pour 2008 est de 1,39 milliard d'euros et 1,468 milliard en 2010. Le PDG de la SAPN, François Gauthey, qui fut conseiller et chef de cabinet dans plusieurs ministères, fut d'ailleurs à la tête des Voies Navigables de France de 2006 à 2007.

La question des nationalisations (même si elles relèvent du capitalisme d'Etat avant le socialisme) revêt un caractère de plus en plus urgent. Elle constitue une réponse incontournable devant l'incapacité du capitalisme à répondre aux besoins de la population et à garantir des salaires décents et des conditions de travail vivables. Sous le socialisme, les entreprises seront effectivement propriété de tout le peuple, quand le pouvoir sera aux mains du prolétariat.

Avocats de Seine-Saint-Denis.

La grève des avocats de Seine-Saint-Denis pour l'amélioration de leurs conditions de travail en lien avec l'aide juridictionnelle. Ils demandent une augmentation du budget et de leur rémunération, versée actuellement sous forme d'indemnités. Ils revendiquent aussi l'élargissement de l'aide juridictionnelle aux populations à revenus modestes. En moyenne, un avocat exerçant dans le 93 gagne la moitié des revenus d'un collègue d'un autre département.

Répression anti-ouvrière

Autoroutes du Sud de la France.

Le 06 avril, le tribunal correctionnel de Perpignan a condamné un syndicaliste CGT des Autoroutes du Sud de la France à 150 euros d'amende avec sursis pour avoir refusé le prélèvement de son ADN. Le camarade Xavier Mathieu de Continental a été également poursuivi pour refus de donner son empreinte génétique. Le fichage génétique, à l'origine réservé aux délinquants sexuels, est à présent appliqué pour de plus en plus de faits relevant de luttes syndicales ou politiques. De nombreux manifestants étaient présents devant le tribunal pour soutenir les délégués. Le refus de donner son ADN est une question de principe face à la criminalisation du mouvement social et syndical.

La crise générale du capitalisme confirme pleinement les enseignements du marxisme-léninisme. Ce mode de production, plus que jamais pourrissant et parasitaire, s'avère incapable de satisfaire les besoins même élémentaires de l'humanité ; il doit être détruit par une révolution qui permette de continuer le progrès social, de conquérir une démocratie véritablement populaire et d'assurer ainsi les libertés démocratiques. Seul le socialisme est la réponse d'avenir à la barbarie capitaliste, à sa gabegie mondiale.

Mais il y a loin de la nécessité à la réalité.

La destruction du PCF comme parti ouvrier, réellement communiste et révolutionnaire, par l'opportunisme et le révisionnisme soutenus par le capital, celle de la CGT comme centrale nationale de lutte de classes, continuent d'opérer leurs méfaits, alors que la reconstruction de ces mêmes organisations retarde sur les besoins objectifs.

En analysant les luttes actuelles, on mesure combien, sans organisations révolutionnaires politique et syndicale, l'hétérogénéité du mouvement ouvrier et gréviste est grande, combien le recours amplifié aux solutions individuelles et l'absence de revendications centrales unifiantes conduisent à l'éclatement de luttes isolées (et maintenues dans l'isolement par les bureaucraties d'aménagement du capitalisme). Luttes isolées qui peuvent difficilement être victorieuses.

Notre solidarité communiste doit s'exercer à l'égard de ces travailleurs, laissés à leur propre lutte, qui font preuve d'une courageuse combativité à l'heure où les directions confédérales prônent la résignation et la soumission à l'« ordre social » existant sur le mode « pas de politique ! ».

L'URCF salue aussi toutes les luttes de classes dans les entreprises et ailleurs : hôpital Dupuytren, Nutella, Auto distribution, etc.

Ce n'est qu'un début, continuons le combat, sur tout le territoire, auto-organisons-nous en comités de lutte !

Retrouvez sur notre site internet, notre programme de lutte et de Révolution sous le thème : « *Le socialisme : seule alternative au capitalisme* ».

Rejoignez le combat des communistes-révolutionnaires ! Construisons le parti communiste, ouvrier et marxiste-léniniste dont nous avons tant besoin !

Le 9 mai 2011

Commission ouvrière et d'entreprises de l'URCF